



Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 3 avril 2026

Cité Administrative
49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BOISSELIER Olivier (EARL)
103, L'Infernet
VILLEMOISAN
49370 VAL D'ERDRE-AUXENCE

Références : 2026_03_31b rapport-complet EARL BOISSELIER Olivier

Code AIOT : 0054902442

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2026 dans l'établissement BOISSELIER Olivier (EARL) implanté 103, L'Infernet - VILLEMOISAN - 49370 VAL D'ERDRE-AUXENCE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été réalisé dans le cadre du suivi des élevages dit IED (émissions industrielles), dans celui de l'action nationale "forage" et dans celui du projet de création d'un nouveau poulailler.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOISSELIER Olivier (EARL)
- 103, L'Infernet - VILLEMOISAN - 49370 VAL D'ERDRE-AUXENCE
- Code AIOT : 0054902442
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui.

Élevage de poulets dans 3 poulaillers sur terre battue et valorisation partielle du fumier sous forme de compost.

Le fumier est composté (aération forcée) pour répondre à une norme NFU puis il est partiellement épandu sur le plan d'épandage autorisé et vendu chez des exploitants voisins.

Thèmes de l'inspection : • AN26 Eau Ouvrage Agri Agro / Bref SA

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement

relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Sans objet
2	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet
3	Préservation de la biodiversité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7	Sans objet
4	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
5	Accessibilité de l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
7	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	Sans objet
8	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Sans objet
10	Collecte des eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Sans objet
11	Rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25	Sans objet
12	Mise à jour du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le nouveau forage n'est pas déclaré et il faut procéder à une régularisation au titre du Code minier et au titre de la loi sur l'eau pour la rubrique 1.1.1.0.

Le dossier à déposer doit décrire le nouvel ouvrage (cf. détail dans le rapport) et déterminer les incidences du volume prélevé à l'aide d'un essai de pompage.

Au niveau de la protection de la tête de forage, il faudra créer une margelle en béton d'une surface de 3 m² autour de la tête et il semble judicieux de bétonner le fond de la buse avec une légère pente pour évacuer l'eau circulant depuis la gaine d'électricité.

Le plan d'épandage sera à actualiser dès que l'attribution sera effective.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : Les poulaillers sont implantés conformément au plan de l'arrêté et le nouveau projet sera créé durant le second semestre de l'année 2026 (mise en service prévue début 2027). L'espèce élevée est le poulet et la capacité est respectée avec la présence de 27 336 animaux par poulaillers soit 82 008 volailles pour 121 450 poulets autorisés. La valorisation du fumier est inchangée avec un compostage de l'ensemble des effluents puis un épandage sur les surfaces autorisées et une vente de produit répondant à une norme NFU.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Intégration dans le paysage et propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : Les abords des poulaillers sont entretenus et il n'a pas été constaté de désordre au pourtour du site. Un linéaire de haie est présent à l'est et au nord des poulaillers et la haie ouest est arborée. Dans le cadre du projet, il est prévu une nouvelle plantation (linéaire de 230 m) sur les faces ouest et est du poulailler ; cette intégration est une prescription de l'arrêté d'autorisation et elle sera à mettre en place dans l'année qui suit la mise en service du nouveau projet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Préservation de la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau.
Constats : Les arbres présents ainsi que la réserve à incendie constituent des infrastructures qui sont propices au maintien d'une certaine biodiversité. Il est prévu le creusement d'une nouvelle réserve à incendie au sud du hangar de stockage. L'argile présente permet le stockage de l'eau dans de bonnes conditions et ce nouveau point d'eau, sera favorable au développement de la faune et de la flore. L'entretien des abords est effectué à l'aide de moutons ; cette pratique est favorable à la biodiversité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Propreté – Insectes – Rongeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : La lutte contre les rongeurs est organisée par vos soins et des boîtes d'appâts sont disposées sur tout le pourtour des poulaillers. Un plan des emplacements existe et il est procédé au changement de la matière utilisée, pour éviter toute acclimatation au rodenticide. Il n'a pas été constaté la présence de rongeurs et/ou de galeries au niveau des abords des poulaillers. Aucune infestation d'insectes constatée (abords, station de compostage, hangar). Le contrôle visuel des sas n'a pas été réalisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Accessibilité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
Constats : L'accès aux différents poulaillers s'effectue par des chemins empierrés qui disposent d'un gabarit important. Aucune difficulté pour accéder aux poulaillers. Le projet de nouveau poulailler disposera de son propre accès le long de l'axe routier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. À défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : <ul style="list-style-type: none">- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : <ul style="list-style-type: none">- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation. Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Constats : La défense interne est assurée par des extincteurs (contrôle sommaire). La défense externe est assurée par la réserve à incendie située à l'ouest des bâtiments. Le volume présent est assez important et la présence d'argile permet le maintien du niveau d'eau de manière permanente (niveau à 50 cm sous le terrain naturel). Le dispositif est grillagé et il existe un panneau de signalisation sur celui-ci. Les numéros d'appel n'ont pas été contrôlés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation. Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L.211-2 du Code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables. Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.
Constats : L'alimentation en eau s'effectue depuis le forage situé dans la parcelle n° 127 qui a été mis en service en 2024 en remplacement de celui existant. Les volailles sont abreuvées à l'aide de pipettes avec godets récupérateurs et aucune fuite d'eau n'a été constatée. L'ajout d'eau au tas de compost s'effectue à l'aide des jus collectés et de l'eau. Le suivi régulier du niveau de consommation permet une détection précoce d'une éventuelle fuite
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L.214-3 du Code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L.214-18 du même code.
Constats : Le compteur est présent au niveau de la station de traitement et le relevé mensuel est réalisé de manière satisfaisante (4 500 m ³ au titre de l'année 2025). Le relevé est effectué sous la forme d'une fiche récapitulative et il existe également un relevé par poulailler. À ce jour, l'eau est dirigée vers le sas du poulailler central puis traitée puis distribuée vers les deux autres bâtiments. Le réseau public est disponible en cas de nécessité et il existe deux circuits indépendants. Dans le cadre du projet, il est prévu de créer un local eau à l'est des poulaillers existants (traitement du fer et du manganèse) ou il y aura une cuve de 12 m ³ d'eau traitée. À partir de cette réserve, il y aura deux départs, le premier sera destiné aux poulaillers existants (arrivée dans le bâtiment central puis desserte des deux autres) tandis que le second sera conçu pour le projet. Le réseau public sera également disponible et il faudra que l'arrivée soit présente au niveau supérieur de la cuve de 12 m ³ . Ainsi, la disconnexion entre les circuits sera présente de manière permanente et sans aucun risque de contact entre les deux approvisionnements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du Code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé
Constats : Le forage actuel a été créé en 2024 et il remplace celui existant qui n'était plus productif. la société HYDR'EAU FORAGE de Laillé (35) a effectué les travaux et il était convenu le dépôt d'un dossier auprès de la DDT et de la DREAL. Après vérification, il s'avère que la déclaration au titre du Code minier n'a pas été réalisée ainsi que celle au titre de la rubrique 1.1.1.0. Le site DUPLOS permet la régularisation auprès du bureau des recherches géologiques et minières et il vous sera délivré un numéro dit BSS (banque sous sol). Le document délivré par le bureau sera à nous transmettre ultérieurement. Au titre loi sur l'eau, il faut procéder au dépôt d'un dossier complet pour entériner le nouveau point de pompage (coordonnées Lambert 93 du forage, modalité de forage et profondeur, débit de la pompe,

coupe technique et hauteur de cimentation, volume consommé, résultat de l'essai de pompage pour déterminer incidence du prélèvement, contexte, etc). Au niveau la protection de la tête de forage, il faut compléter le dispositif par la création d'une margelle en béton de 3 m ² au minimum (hauteur 30 cm et pentes vers l'extérieur).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : Collecte des eaux de pluie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
Constats : Les poulaillers sont équipés de fossés drainants et l'eau de pluie s'infiltre au pour tour des bâtiments. Aucun désordre n'a été constaté aux abords des poulaillers sur cette thématique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Rejets directs d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.
Constats : Aucun rejet d'effluent direct dans les eaux souterraines constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Mise à jour du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage. Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour. Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.
Constats : Le plan d'épandage est identique et il est prévu d'acquérir un nouvel îlot de 1,5 ha. Une petite actualisation sera à prévoir et il faudra en profiter pour modifier la surface épandable de la parcelle concernée par le projet. Pour mémoire, le plan d'épandage autorisé permet l'épandage des eaux de lavage et de fumier non composté ou non conforme à une norme NFU ainsi qu'au compost conforme.
Type de suites proposées : Sans suite